



Communiqué de presse
Paris, le 15 octobre 2025

Transport routier : malgré les nombreuses alertes, le Gouvernement s'obstine à pénaliser le développement des biocarburants et met en danger les transporteurs inscrits dans une démarche de décarbonation

Les fédérations professionnelles **Union TLF, FNTR, OTRE et FNTV** représentant la très grande majorité des entreprises du transport routier de marchandises (TRM) **et de voyageurs (TRV)**, expriment leur vive inquiétude face aux orientations budgétaires envisagées dans le **projet de loi de finances 2026 (PLF 2026)** concernant la suppression des dispositifs de soutien aux énergies alternatives (**suramortissement – fiscalité**).

Des entreprises engagées de longue date dans la décarbonation

Depuis plusieurs années, les transporteurs routiers – en grande majorité des **TPE et PME** – ont investi massivement pour verdir leurs flottes : véhicules électriques, bioGNV/GNV, B100, HVO, infrastructures de recharge ou d'avitaillement, et formation des personnels. Ces investissements, encouragés par les politiques publiques et les objectifs européens, reposaient sur un **cadre fiscal stable et lisible**, garant de la viabilité économique des choix opérés. Cette stabilité et cette lisibilité promises ne semblent désormais que des incantations et leur absence plonge tout un secteur dans le trouble.

Les effets dévastateurs du PLF dans sa rédaction actuelle

La remise en cause brutale de ces soutiens provoquerait une **onde de choc économique et environnemental irréversible** :

- **Défaillances en chaîne** : des actifs récents deviendraient « échoués » faute de modèle économique soutenable, menaçant la survie de nombreuses PME déjà fragilisées.
- **Retour au diesel** : faute d'alternatives compétitives **et adaptées à leurs besoins opérationnels**, les transporteurs seraient contraints de revenir vers des motorisations fossiles, en contradiction avec les trajectoires climatiques fixées par l'État.

- **Perte de confiance** : la rupture de prévisibilité des politiques publiques remettrait en cause la crédibilité même de la transition énergétique du secteur.

Construire une trajectoire crédible et partagée : les demandes des transporteurs

Les coups de semonce, répétés budget après budget, ne sont plus ni audibles ni acceptables.

Les fédérations appellent aujourd'hui le Gouvernement à :

- **Supprimer totalement ces mesures et maintenir le cadre fiscal actuel pour les biocarburants**, indispensable pour sécuriser les investissements réalisés ;
- **Poursuivre les travaux communs sur l'électrification des flottes**, notamment *via* l'intégration de l'installation des IRVE au dépôt dans le dispositif IRRIC, prévue dans le projet de loi DADUE.

Contacts presse :

- UNION TLF : Julie Rambaud - julie@myprettyagency.com - 06 26 36 90 46
- FNTR : Camille Mikoczy - camille.mikoczy@fntr.fr - 06 63 09 19 41
- OTRE : Samira Bouzaghou - samira.bouzaghou@otre-direction.org - 06 34 32 17 67 -
- FNTV : Boris Cavaglione - Boris.cavaglione@fntv.fr - 06 84 84 37 53